

Département d'INDRE-ET-LOIRE

***Enquête publique unique préalable au
projet « Lignes2tram »
présenté par
le Syndicat des mobilités de Touraine***

Remis en préfecture le 10 décembre 2024



Conclusions et avis

2 / Enquête parcellaire

**ENQUÊTE PUBLIQUE
du 23 septembre 2024
au 31 octobre 2024**

Commission d'enquête : Bernard DUCATEAU président
Nicole TAVARES
Pascal PICARD

Nota : conformément au 3^{ème} alinéa de l'article R123-19 du code de l'environnement, le rapport d'enquête et ses annexes d'une part, les conclusions motivées et l'avis de la commission d'autre part, font l'objet de documents séparés, publiés en même temps que le présent document.

.

Table des matières

1	Généralités.....	5
1.1	Présentation du projet.....	5
1.2	Présentation du maître d'ouvrage.....	5
1.3	Objet et objectif de l'enquête publique.....	6
1.4	Préparation de l'enquête publique.....	7
1.5	Information du public :.....	7
1.6	Dossier d'enquête.....	8
1.7	Déroulement de l'enquête publique.....	9
1.8	Participation du public.....	10
2	Enquête parcellaire.....	11
2.1	Dispositions réglementaires.....	11
2.2	Déroulement.....	11
2.3	Contributions concernant l'enquête parcellaire.....	12
3	Avis motivé de la commission.....	14
4	Annexe.....	15

FICHE D'IDENTITE

de l'enquête publique relative au projet *Lignes2tram*

Objet du dossier soumis à enquête publique	Le projet <i>Lignes2tram</i> comprend : <ul style="list-style-type: none"> - la création de la ligne 2 du tramway (12,5 km) ; - l'aménagement de la ligne BHNS ; - la création de deux parkings-relais ; - l'extension du centre de maintenance sur les communes de La Riche, Tours, Joué-lès-Tours, Chambray-lès-Tours et Saint-Pierre-des-Corps
Maître d'Ouvrage	Syndicat des mobilités de Touraine (SMT)
Maître d'Ouvrage délégué	TRANSAMO – La SET
Autorité Organisatrice	Préfecture d'Indre-et-Loire (37)
Désignation de la commission d'enquête	Décision du Président du tribunal administratif d'Orléans N° E24000084/45 du 30 mai 2024
Commission d'enquête	Président Bernard DUCATEAU (18) Membres : Nicole TAVARES (37), Pascal PICARD (41)
Arrêté d'ouverture d'enquête	Arrêté préfectoral n° SAIPP/BE/24-15 du 25 juillet 2024
Durée de l'enquête	39 jours consécutifs Du lundi 23 septembre 2024 à 14 heures au jeudi 31 octobre 2024 à 17 heures
Siege de l'enquête	Mairie de Tours 1 à 3 rue des Minimes 37926 TOURS CEDEX
Lieux de l'enquête	Mairies de Tours, de Chambray-lès-Tours, de Joué-lès-Tours, de La Riche, de Saint-Pierre-des-Corps, mairie annexe des Fontaines à Tours
Publicité de l'enquête	- dans La Nouvelle République et l'édition hebdomadaire La Nouvelle République dimanche ; - par voie d'affichage de l'avis d'ouverture de l'enquête ; - en ligne sur le site internet des services de l'Etat dans le département d'Indre-et-Loire et sur le site du projet.
Permanences de la commission d'enquête	8 permanences de 3 h, une dans chacun des lieux de l'enquête (2 à la mairie de Tours, 1 « hors les murs » sur le marché de Strasbourg à Tours)
Registre dématérialisé	Publilégal, prestataire choisi par le maître d'ouvrage
Nombre d'Observations	1299 observations
Evénements particuliers	- permanence sur le marché de Strasbourg à Tours ; - disparition de documents ; - barnum installé à proximité d'une permanence, et distribution de tracts invitant à participer à l'enquête publique ; - organisation d'une réunion publique sur le projet durant l'enquête par un élu de l'opposition municipale (Tours) ; - nombreux articles avant, pendant et après l'enquête publique
PV de synthèse	Remis au maître d'ouvrage le lundi 12 novembre 2024
Mémoire en réponse du MO	Reçu par courriel en date du mercredi 27 novembre 2024
Date de remise du rapport et des conclusions motivées	Le mardi 10 décembre 2024 à la préfecture

1 Généralités

1.1 Présentation du projet

L'enquête publique porte sur la réalisation du projet *Lignes2tram* sur les communes de La Riche, Tours, Joué-lès-Tours, Chambray-lès-Tours et Saint-Pierre-des-Corps.

Le projet comporte :

- la **création de la ligne 2 de tramway** qui reliera La Riche à Chambray-lès-Tours en passant par Tours et Joué-lès-Tours et la **création de deux parcs relais** ;

La ligne 2 de tramway s'étendra sur environ 12,5 kilomètres. Elle sera accompagnée de la création de 2 nouveaux parkings-relais à chaque terminus (à La Riche et à Chambray-lès-Tours). Le parking-relais du Lac sera réaménagé. 10 abris vélos sécurisés seront implantés le long du projet.

La ligne 2 comprendra **22 stations, dont une station existante (Charcot)**. Celle-ci sera commune aux deux lignes sur le tronç commun situé entre la place de la Liberté et le carrefour de Verdun.

La vitesse commerciale prévue pour la ligne 2 est de 18,5 km/h. La prévision est d'un voyage toutes les 7 minutes en heure de pointe et un voyage toutes les 8 minutes en heures creuses.

La fréquentation sur cette ligne 2 de tramway est estimée à 34 700 voyages par jour.

- le **réaménagement de la ligne Bus à Haut Niveau de Service (BHNS)** depuis la rue Mirabeau à Tours jusqu'au centre commercial Les Atlantes à Saint-Pierre-des-Corps ;

Longue d'environ 13 kilomètres, la ligne Bus à Haut Niveau de Service reliera les Douets à Tours au centre commercial Les Atlantes à Saint-Pierre-des-Corps. La partie nord, du terminus jusqu'au sud du pont Mirabeau, ne sera pas modifiée. Du sud du pont Mirabeau jusqu'au terminus à Saint-Pierre-des-Corps, un linéaire de 5 kilomètres sera réaménagé et 2 kilomètres seront en site propre.

Son tracé a été défini afin qu'il s'intègre dans un réseau de transports collectifs urbains cohérent et performant. **15 nouveaux bus articulés seront acquis** pour exploiter cette ligne forte du futur réseau de transport en commun. La vitesse commerciale attendue est de 18 km/h. Des bus circuleront toutes les 6 minutes 30 en heure de pointe. La fréquentation estimée est de 17 200 voyages par jour.

- l'**extension du centre de maintenance** situé au nord de Tours.

Le projet prévoit également l'extension du centre de maintenance des tramways, afin d'accueillir les rames nécessaires à l'exploitation de la ligne 2. **19 nouvelles rames seront acquises** dans le cadre du projet, dont 2 qui viendront renforcer le parc de rames de la ligne A à propos de laquelle il est estimé que la fréquentation va augmenter avec l'arrivée de la ligne 2.

1.2 Présentation du maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage du projet est assurée par le Syndicat des mobilités de Touraine (SMT)¹ qui exerce, en tant qu'Autorité Organisatrice des Mobilités, l'intégralité des missions relevant de la compétence « mobilité » de ses membres, sur le périmètre de Tours Métropole Val de Loire et des trois communes de Vernou-sur-Brenne, Vouvray et La Ville-aux-Dames². Ses principales missions consistent à :

- organiser l'exploitation et le développement du réseau de transports en commun urbains dit Fil Bleu ;
- élaborer le Plan de Mobilités (PDM) pour l'ensemble des 25 communes ;
- mettre en place les équipements et les infrastructures nécessaires au développement des transports en commun ;
- développer les services de mobilités actives et soutenir de nouvelles mobilités (autopartage, covoiturage, etc.) ;
- organiser la mobilité des personnes à mobilité réduite et faciliter l'accessibilité au réseau.

Le dossier soumis à l'enquête publique a été élaboré sous la direction du maître d'ouvrage délégué, Transamo/La SET, agissant au nom et pour le compte du maître d'ouvrage, et qui a été le seul interlocuteur de la commission d'enquête durant toute l'enquête publique.

L'enquête publique intervient après une longue phase de concertation, débutée en 2017, qui a conduit le maître d'ouvrage à faire évoluer le projet avant de finaliser celui-ci tel qu'il est présenté dans le dossier soumis à enquête.

1.3 Objet et objectif de l'enquête publique

La présente enquête est une enquête publique unique³ préalable à la réalisation du projet *Ligne2Tram*. Elle porte sur :

- une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet *Ligne2Tram* ;
- une enquête parcellaire ;
- une enquête portant sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme des communes de Tours et Chambray-lès-Tours ;
- une enquête publique relative aux autorisations de porter atteinte aux arbres d'alignement pour les communes de La Riche, Tours et Chambray-lès-Tours ;
- une enquête publique pour la dérogation à la protection des espèces protégées

Pour ces deux derniers objets, l'enquête publique se substitue à la participation du public par voie électronique requise par le Code de l'environnement.

Par ailleurs, la thématique des eaux pluviales fait l'objet d'une procédure qui lui est propre, IOTA, en marge de la procédure de DUP. Il s'agit d'une procédure de déclaration et non d'autorisation. Le projet est également soumis à une démarche de déclaration de modification d'une ICPE pour le centre de maintenance.

A l'issue de la procédure, le préfet d'Indre-et-Loire est l'autorité compétente pour se prononcer sur :

1 Lors du lancement de la concertation, la maîtrise d'ouvrage était assurée directement par Tours Métropole Val de Loire, la création du SMT n'étant intervenue que postérieurement, le 1^{er} janvier 2019. Cette évolution a été sans incidence sur la conduite du projet.

2 Soit 25 communes au total sur un territoire de 311 508 habitants.

3 La procédure d'enquête publique unique a pour objectif l'information et la participation du public afin de recueillir ses observations et propositions sur les bases d'un dossier préparé par le porteur du projet. Elle a également pour objectif de recueillir l'avis et les conclusions personnelles et motivées de la commission d'enquête. Ces éléments constituent ainsi une aide à la décision pour l'établissement du projet définitif et pour l'autorité chargée de délivrer les autorisations requises.

- la déclaration d'utilité publique du projet ;
- la mise en compatibilité des PLU de Tours et Chambray-lès-Tours ;
- la cessibilité des parcelles nécessaires à sa réalisation et susceptibles d'être acquises par voie amiable ou par voie d'expropriation ;
- l'autorisation de porter atteinte aux allées et alignements d'arbres ainsi que la dérogation à la protection des espèces protégées.

1.4 Préparation de l'enquête publique

Par décision N° E24000084/45 du 30 mai 2024, Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'Orléans a désigné une commission d'enquête de trois membres composée comme suit :

- président : Monsieur Bernard DUCATEAU (liste d'aptitude du Cher) ;
- membres titulaires : Madame Nicole TAVARES (liste d'aptitude d'Indre-et-Loire) et Monsieur Pascal PICARD (liste d'aptitude du Loir-et-Cher)

Chaque membre a adressé au Tribunal Administratif une **déclaration attestant sur l'honneur ne pas être intéressé à l'opération à titre personnel** ou en raison de ses fonctions.

La concertation entre la commission d'enquête et l'autorité organisatrice en vue de préparer l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête s'est effectuée conformément à la réglementation.

L'arrêté préfectoral n° SAIPP/BE/24-15 du 25 juillet 2024 a prescrit l'ouverture de l'enquête publique unique du lundi 23 septembre 2024 à 14 heures au jeudi 31 octobre 2024 à 17 heures, soit durant 39 jours consécutifs. Cet arrêté précise en particulier les conditions de déroulement de l'enquête et en rappelle les règles. Le siège de l'enquête a été fixé en mairie de Tours–1 à 3 rue des Minimes 37926 TOURS CEDEX.

Plusieurs visites des lieux ont permis à la commission d'enquête de prendre connaissance de la totalité du parcours de la ligne 2 du tramway et du BHNS, ainsi que des aménagements annexes (parkings-relais et centre de maintenance), faisant l'objet d'une présentation par le maître d'ouvrage, précisant plus particulièrement les points les plus sensibles du projet.

Durant la préparation de l'enquête, la commission a rencontré les maires de Tours, de Joué-lès-Tours, la seconde adjointe⁴ de la municipalité de Saint-Pierre des-Corps.

Conclusion partielle

La préparation de l'enquête publique s'est déroulée conformément à la réglementation. La commission note une forte implication des services de la préfecture, tout comme celle du maître d'ouvrage délégué, durant toute la préparation de l'enquête publique, qui a duré exceptionnellement plus de trois mois, pour qu'elle se déroule dans les meilleures conditions.

1.5 Information du public :

L'avis d'enquête a fait l'objet de quatre publications légales par la presse locale dans deux journaux diffusés sur le département d'Indre et Loire : la Nouvelle République des 5 et 26 septembre 2024 et La Nouvelle république édition hebdomadaire du dimanche des 8 et 29 septembre 2024.

L'avis d'enquête publique a été affiché dans les formes réglementaires dans les mairies lieux de l'enquête, sur les divers panneaux d'affichage public ainsi que sur des panneaux temporaires implantés tout au long des voies (117 affiches format A2 sur fond jaune).

⁴ Le maire ayant démissionné quelques semaines avant l'ouverture de l'enquête.

L'avis d'enquête a également été publié sur le site internet de la Préfecture d'Indre-et-Loire conformément à l'article R123-11 du Code de l'environnement.

Par ailleurs l'ouverture de l'enquête publique a fait l'objet d'articles d'informations sur le plan local dans le journal La Nouvelle République ainsi que sur son site internet. L'information a également été portée sur le site internet du Syndicat des mobilités de Touraine, sur les sites internet des communes concernées ainsi que sur divers autres médias.

Conclusion partielle

Les moyens et les conditions d'information et d'affichage exigés par la réglementation ont été effectués dans les règles et dans les délais requis. L'ensemble de ces diligences ont été constatées et actées par voie de constats d'huissiers avant l'enquête et durant celle-ci. Quelques détériorations de l'affichage local implanté sur le tracé des lignes ont été constatées et les affiches ont été aussitôt remplacées par le maître d'ouvrage.

Les maires des communes lieux de l'enquête ont produit les certificats d'affichages de l'avis d'enquête et de l'arrêté préfectoral en mairie. Ces certificats confirment que cet affichage s'est effectué dans les conditions et les délais requis. Par ailleurs, l'enquête publique a bénéficié d'une forte médiatisation dans la presse locale et sur les réseaux sociaux, ce qui a certainement contribué à une participation importante du public (Cf. infra) et à une forte fréquentation des permanences.

Au bilan, l'information du public a été conforme à la réglementation.

1.6 Dossier d'enquête

Le dossier comporte 4 680 pages au format A3. Ce volume est justifié par le nombre d'études nécessaires juridiquement pour un projet de cette complexité. Le maître d'ouvrage a fait des efforts pour le rendre accessible notamment par l'adjonction d'un guide de lecture très didactique (pièce A). Une description sommaire du projet se voulant pédagogique est reprise pour chaque enquête et autorisation au risque d'être redondante.

Conclusion partielle

La commission a étudié et analysé tous les livrets qui constituent le dossier. Elle s'est concentrée sur les points les plus significatifs qu'elle a identifiés dans les diverses pièces et selon les questions posées pendant la durée de l'enquête. Elle a également relevé quelques anomalies ainsi que plusieurs figures ou plans reproduits qui étaient lisibles avec difficultés. Cela n'a pas eu de conséquence sur le déroulement de l'enquête.

Les membres de la commission d'enquête ont reçu du maître d'ouvrage par voie électronique une version provisoire du dossier le 25 juin 2024 et une version papier, actualisée le 3 septembre 2024. La commission note à cet égard que l'article R123-5 du code de l'environnement 4^e alinéa n'a pas été respecté⁵. Cette situation qui a rendu un peu plus difficile le travail « d'appropriation du projet » par la commission, n'a eu cependant aucune incidence sur le déroulement de l'enquête.

De plus, la commission d'enquête a écouté, recensé, mesuré et étudié tout au long de l'enquête et lors des permanences les remarques formulées et la façon dont le public a appréhendé le dossier. Elle note à cet égard :

⁵ Art R123-5 du code de l'environnement 4^e alinéa : « Avant publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête adresse au commissaire enquêteur ou à chacun des commissaires enquêteurs, ainsi qu'aux suppléants, une copie du dossier complet soumis à enquête publique en format papier et en copie numérique ».

- que la nature du projet mais surtout le volume des documents à consulter allié à la complexité de la réglementation ont quelque peu rebuté les visiteurs et/ou lecteurs, même les plus avertis ;
- que bien qu'il s'agisse d'un avant-projet, le public aurait souhaité des plans plus détaillés, à une échelle permettant de mieux comprendre les aménagements prévus ;
- que le public rencontré durant les permanences, plutôt âgé, a souvent eu du mal à situer sa rue ou retrouver sa parcelle, l'orientation des figures n'étant pas constante tout au long du dossier.

Au bilan, la commission estime que **le dossier est conforme à la réglementation** et qu'il s'agit d'un dossier de bonne facture, largement illustré.

1.7 Déroulement de l'enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée conformément à la réglementation et à l'arrêté préfectoral n° SAIPP/BE/24-15 du 25 juillet 2024 dans les locaux des mairies concernées du 23 septembre 2024 au 31 octobre 2024 inclus.

Les membres de la commission d'enquête ont tenu sept permanences⁶ de trois heures dans chacun des lieux de l'enquête, ainsi qu'une permanence « hors les murs », de trois heures, sur le marché de Strasbourg le 26 septembre 2024, afin d'informer le public et de recueillir ses observations et propositions.

Durant toute l'enquête, un dossier complet ainsi qu'un registre d'enquête publique destiné à recueillir les observations ont été mis à la disposition du public dans un local fixe de chacun des lieux d'enquête aux heures d'ouverture au public. L'intégralité de ces documents a été régulièrement contrôlée par des agents des mairies concernées ainsi que par la commission d'enquête lors des permanences et aucun incident n'a été à déplorer.

Dans le cadre de la dématérialisation des enquêtes publiques un site internet dédié a été créé, permettant de consulter le dossier d'enquête et d'accéder à un registre électronique destiné à recueillir les observations et propositions du public. Une adresse de messagerie dédiée a par ailleurs été mise à disposition. En outre un poste informatique dédié a été installé et mis à disposition du public au siège de l'enquête pour consulter le dossier par voie électronique.

Durant l'enquête publique, la commission a rencontré les maires de Chambray-lès-Tours, La Riche et Saint-Avertin, ainsi que le président de la CCI 37.

Après clôture de l'enquête, la commission d'enquête a établi un procès-verbal de synthèse de l'ensemble des observations et propositions recueillies en cours d'enquête. Ce document a été remis et commenté au maître d'ouvrage le 12 novembre 2024 (Cf. annexe 15). Sur les bases de ce procès-verbal de synthèse, le maître d'ouvrage a produit un mémoire en réponse remis à la commission d'enquête le 27 novembre 2024 (Cf. annexe 16). La commission d'enquête a remis son rapport, ses conclusions et ses avis motivés le mardi 10 décembre 2024.

Conclusion partielle

La commission estime que toutes les personnes qui ont souhaité s'exprimer ont eu la possibilité de le faire. Elle estime également que l'enquête publique s'est déroulée dans un climat serein et dans de bonnes conditions. Le public a toujours été d'une grande courtoisie. Aucun incident n'a été constaté durant son déroulement avec une forte participation du public. La commission note cependant quelques événements qui n'ont eu aucune incidence sur le déroulement de l'enquête :

- *-la disparition de plusieurs documents qui ont été remplacés très rapidement par le maître d'ouvrage ;*

⁶ Les 23 septembre, les 1^{er}, 5, 12, 15, 25 et 31 octobre 2024.

- à Saint-Pierre-des-Corps, l'installation d'un barnum à proximité immédiate d'une permanence avec distribution de tracts invitant le public à participer à l'enquête publique ;
- l'organisation d'une réunion publique sur le projet durant l'enquête publique par un élu de l'opposition municipale (Tours).

Enfin, la commission estime que le maître d'ouvrage a répondu d'une manière détaillée à toutes les questions et remarques formulées durant l'enquête publique.

Au bilan, l'enquête publique s'est déroulée conformément à la réglementation et à l'arrêté préfectoral évoqué supra.

1.8 Participation du public

Les chiffres suivants caractérisent l'intérêt du public pour cette enquête publique :

- le registre numérique a enregistré 983 contributions auxquelles il faut ajouter 104 contributions reçues par mail, soit un total de **1 087 contributions numériques**. C'est un chiffre très important pour une enquête publique, qui témoigne d'une bonne participation du public ;
- **212 contributions sur les registres papier**, écrites manuscritement sur l'un des registres, ou déjà rédigées et déposées pour être annexées au registre, ou encore adressées par courrier, à annexer également au registre ;
- soit un **total de 1299 contributions** ;
- globalement (hors pétitions) environ **50 % des contributions sont défavorables au projet, environ 25 % sont favorables ou favorables avec réserve(s), les 25 % restants étant neutres ou réservées** ;
- deux pétitions : **l'une de 1046 signataires**, déposée par le maire de Saint-Avertin, validée, l'autre de 82 signataires déposée par le groupe d'opposition municipale « à GaucheS toute » de Saint-Pierre-des-Corps, pour laquelle **seules 5 signatures** ont pu être validées ;
- pendant la durée de l'enquête, il y a eu **3025 téléchargements et 3572 visualisations** sur le site internet du registre d'enquête par le public .

Parmi les thématiques évoquées le plus souvent, c'est très nettement le thème du **coût du projet et de l'augmentation possible des impôts** qui préoccupe le plus le public. Viennent ensuite, sans surprise, dans l'ordre des préoccupations :

- toutes les problématiques liées au passage du tramway sur le **Boulevard Jean Royer** (stationnement, les nuisances en général et plus particulièrement le bruit, les vibrations, la luminosité nocturne, l'atteinte à l'alignement des arbres, etc.) ;
- le **trafic** ; la thématique englobant la circulation, la coordination des mobilités, les déplacements ;
- la nécessité de **desservir Saint-Pierre-des-Corps** ;
- presque à égalité, le prolongement du tramway jusqu'à **La Papoterie** ;
- la **desserte des hôpitaux** ;
- les problématiques liées au BHNS : **circulation pont Mirabeau**, desserte limitée, etc. ;

Conclusion partielle

La commission estime qu'il y a eu une **forte participation du public**, mais qu'un **nombre conséquent de contributeurs n'ont pas lu le dossier**. A cet égard, l'avis de la MRAe et le mémoire en réponse du maître d'ouvrage qui constituent des documents majeurs de

l'enquête publique, ont été « boudés » par le public car « noyés » dans la pièce L du dossier qui regroupait les avis des personnes publiques associées. La complexité du dossier et le nombre de documents peuvent expliquer la situation.

En lien avec la conclusion partielle évoquée supra, la commission estime également que de très nombreuses questions posées par le public trouvaient réponse dans le dossier d'enquête.

La commission note également que :

- *les contributions viennent majoritairement de Tours, Saint-Pierre-des-Corps et Saint-Avertin ;*
- *les habitants de Joué-lès-Tours se sont sentis très peu concernés par l'enquête publique. Il n'y a d'ailleurs qu'une seule contribution sur le registre papier de la mairie ;*
- *les habitants de la couronne métropolitaine ont également très faiblement participé ;*
- *les habitants du boulevard Jean Royer et des rues adjacentes, ont fortement participé à cette enquête publique pour exprimer leur opposition au projet et leurs préoccupations.*

2 Enquête parcellaire

L'enquête parcellaire est menée conjointement à l'enquête préalable à la DUP en vertu des articles L.123-6 et R.123-7 du Code de l'environnement. Elle suit la procédure de l'enquête de DUP environnementale.

Si les études menées pour définir le tracé projeté limitent l'impact foncier, certains tronçons nécessitent des acquisitions foncières afin de créer des réseaux de voiries en site propre, d'élargir ou d'aménager des voies existantes.

2.1 Dispositions réglementaires

L'enquête parcellaire relève des articles R. 131-14 et suivants du Code de l'expropriation et s'adresse aux personnes expressément visées.

Cette enquête a pour objet de déterminer avec précision les parcelles situées dans l'emprise du projet, d'en identifier avec exactitude les propriétaires, les ayants droits et les titulaires des droits réels. Certains biens ont été acquis, pour d'autres les transactions sont en cours au moment de la durée de l'enquête.

2.2 Déroulement

Le porteur de projet a identifié les parcelles objet de l'opération, dressé le plan parcellaire et la liste des propriétaires en lien avec le projet.

Les propriétaires présumés ont été appelés individuellement par courrier recommandé avec accusé de réception à prendre connaissance du dossier en mairie, et admis à discuter la localisation et l'étendue de l'emprise.

Cette étape obligatoire préalable aux acquisitions de terrains permet d'une part, aux propriétaires et ayant droits concernés de prendre connaissance des emprises foncières du projet, de consigner obligatoirement par écrit les observations sur les limites des biens à acquérir et de faire rectifier les éventuelles inexactitudes qui toucheraient la liste des parcelles, leurs contenances et leurs références ; d'autre part d'identifier les titulaires des droits réels.

Les plans parcellaires par commune, Chambray-lès-Tours, Joué-lès-Tours, La Riche et Tours indiquent l'ensemble des terrains concernés par l'opération (parcelles déjà acquises et parcelles à acquérir). L'emprise du projet y apparaît, ainsi que les références cadastrales et les numéros des parcelles.

Ce périmètre est en concordance avec celui figurant sur le Plan Général des Travaux faisant l'objet de la pièce D du présent dossier d'enquête publique.

La commission d'enquête a pris connaissance de la liste récapitulative des envois effectués le 3 août 2024 complétée de leur statut (réception ou non-réception).

Elle a constaté l'affichage en mairie des envois qui n'étaient pas parvenus aux propriétaires concernés.

Il en découle le tableau suivant

Communes	Surfaces emprises en m ²	Nombre d'avis avec AR envoyés	Nombre d'avis notifiés et/ou retirés	Nombre d'avis non notifiés
Chambray-lès-Tours	65813	53	38	15
Joué-lès-Tours	254	3	3	0
La Riche	32500	71	66	5
Tours	69527	28	28	0
Total	168094	155	135	20

Le 16 octobre 2024 un membre de la commission d'enquête s'est rendu chez le porteur de projet afin de procéder au collationnement des accusés de réception des notifications et de la liste des propriétaires tels qu'ils figurent dans la pièce K du dossier d'enquête.

Le 31 octobre 2024, à la date de la clôture de l'enquête, la situation n'avait pas évolué.

Les pièces justificatives de ces notifications sont restées chez le porteur de projet et seront remises à la Préfecture à sa demande.

2.3 Contributions concernant l'enquête parcellaire

Une vingtaine de contributions abordent le thème de l'enquête parcellaire, certaines de la part de personnes directement concernées par une expropriation, d'autres plus nombreuses de la part de personnes qui ne le sont pas. La commission d'enquête a retenu plus particulièrement celles-ci :

- Monsieur Jean-Jacques Leclerc⁷ :

N°310 et N°@242 Parcelles A14, A15 et A115 à Chambray-les-Tours

« J'ai dû me déplacer en mairie pour recevoir ma lettre avec une adresse d'il y a 20 ans. Les recherches n'ont sûrement pas été poussées. J'y réside depuis 2006.

Je ne comprends pas la finalité de cette "expropriation" pour le fonctionnement de la ligne de tram (que je n'ai trouvée nulle part) »

et

«Par ailleurs, résidant dans cette rue depuis 18 ans il est pour le moins surprenant que le courrier qui est sensé m'être adressé soit envoyé à mon ancienne adresse à Joué. Les actes notariés ont bien été publiés. Je pense que le service en

⁷ Domicilié 3, rue de la Bruyère 37170 Chambray-lès-Tours.

charge de ce sujet n'a pas fait d'efforts pour trouver les propriétaires. La question est pourquoi ? »

Réponse du maître d'ouvrage

Le MO rappelle les dispositions de la loi et détaille le cursus de la notification pour Monsieur Leclerc.

Conclusion partielle

La commission note la réponse du MO.

- Mme Joëlle Hussey⁸

N°544 Parcelles A419 et A 420 à La Riche

« Je possède deux garages : n° AP 0419 lot 6 et n° AP 0420 lot 8. Mes deux garages se trouvent du côté de l'immeuble et ne gênent en rien la construction du tramway. Celui situé sur la parcelle AP 0420 lot 8 est mitoyen d'une maison qui ne va pas être démolie. Je ne comprends pas pourquoi ce garage est concerné par l'expropriation. Il est impossible de trouver un autre garage à acheter dans le secteur et même les places de parking sont toujours remplies. Si c'est un problème d'esthétique il est possible d'améliorer l'aspect et de végétaliser autour. Il est très important pour moi de garder au moins le garage lot n°8 car je suis handicapée et j'ai besoin de garder mon garage près de mon domicile ».

Réponse du maître d'ouvrage

Le MO répond que tous les garages ne sont pas concernés par l'expropriation.

Conclusion partielle

La commission note la réponse du MO. Le problème évoqué fera néanmoins l'objet d'une réserve de la part de la commission.

- Maître Robert Védie⁹

N° R540 Parcelles AP846 et 847 à La Riche

« Dans le cadre de l'enquête publique unique relative à l'évaluation environnementale du projet « Lignes2tram », à la déclaration d'utilité publique de ce projet, à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme de Tours et Chambray-lès-Tours, et à l'enquête parcellaire, nous vous prions de trouver, ci-joint, les observations que nous vous adressons en notre qualité de conseil de Monsieur Lakhdar GUERRAOUI » (partiel)

Réponse du maître d'ouvrage

Il n'est pas prévu de démolir même partiellement, la maison d'habitation située sur la parcelle AP847 et l'accès sera reconstitué dans les mêmes conditions matérielles existantes.

Conclusion partielle

La commission prend note de la réponse du MO.

- Mme Blet

N° R627 Parcelle AP435 à La Riche

« Je sollicite votre intervention suite au courrier d'expropriation concernant 2 garages rue Laënnec...J'attends une réponse mais je vous signale que ces garages sont pleins et que j'ai 80 ans ... Quel embarras. Par ailleurs, concernant le Prix de ces garages, je me suis renseignée et ils sont évalués au moins 20 000 ? chacun... »

Réponse du maître d'ouvrage

⁸ Domiciliée 6, rue Laënnec 37520 La Riche.

⁹ Avocate « Simon associés » 47, rue de Monceau 75008 Paris.

L'ensemble des garages a vocation à être démoli pour libérer de l'espace au projet et à la restitution de fonctionnalités urbaines.

Conclusion partielle

La commission prend note de la réponse du MO. Le problème évoqué fera néanmoins l'objet d'une réserve de la part de la commission.

La commission note également la contribution **N°@716** d'Hugo Massire, non directement concerné par une expropriation :

« ...Mais on a ici l'impression que le SMT est chargé, par le biais du tramway, de réaliser une opération de maîtrise foncière qui bénéficiera in fine à la ville de La Riche, et qui ne présente pas de caractère indispensable à la réalisation du projet... ».

3 Avis motivé de la commission

S'agissant de la forme et de la procédure

Considérant :

- que les publicités légales de l'annonce de l'enquête ont été réalisées conformément à la réglementation et qu'elles ont été constatées par un membre de la commission ;
- que l'enquête publique a bénéficié d'une forte médiatisation dans la presse locale et sur les réseaux sociaux, venant compléter les annonces réglementaires ;
- que le dossier d'enquête était consultable dans sa version papier dans les mairies concernées par l'enquête publique, sans restriction, pendant toute la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture de ces mairies ;
- que le dossier d'enquête était consultable dans sa version numérique sur un site dédié et/ou par le biais du site internet de la préfecture, et sur le site du projet ;
- que les documents contenus dans le dossier soumis à l'enquête publique ont permis aux populations de disposer d'une information complète et détaillée sur le projet et qu'ils permettaient au public de s'informer correctement ;
- que des registres d'enquêtes ont également été mis à la disposition du public sur lesquels il pouvait faire part de ses observations ;
- que la commission d'enquête a tenu l'intégralité des permanences prescrites par l'arrêté préfectoral ;
- que l'arrêté préfectoral a été respecté ;
- que la procédure du porter à connaissance des propriétaires et titulaires de droits réels concernés par le projet a été effectuée conformément à la réglementation ;
- que la commission d'enquête n'a relevé aucun incident notable qui aurait pu perturber le bon déroulement de l'enquête.

S'agissant du fond de l'enquête :

Considérant :

- que le projet *Lignes2tram* à déclarer d'utilité publique, nécessite pour la réalisation des travaux, l'acquisition de parcelles ou partie de parcelles de propriétés privées ou publiques,
- que les biens nécessaires à la réalisation du projet, tels qu'ils figurent dans le projet DUP, ont été situés sur le plan parcellaire, leurs propriétaires clairement identifiés et informés ;
- qu'une vingtaine d'observations abordant le thème de l'enquête parcellaire ont été consignées sur les registres d'enquête publique ;

La commission d'enquête valide la procédure suivie par le porteur du projet dans le cadre de l'enquête parcellaire mais attire l'attention sur les expropriations totales des parcelles AP 420, AP 419 et AP 435, rue de la mairie à La Riche, concernant des garages, qui dépassent le strict besoin du projet (Cf. annexe).

Fait à Jussy-Champagne, le 10 décembre 2024

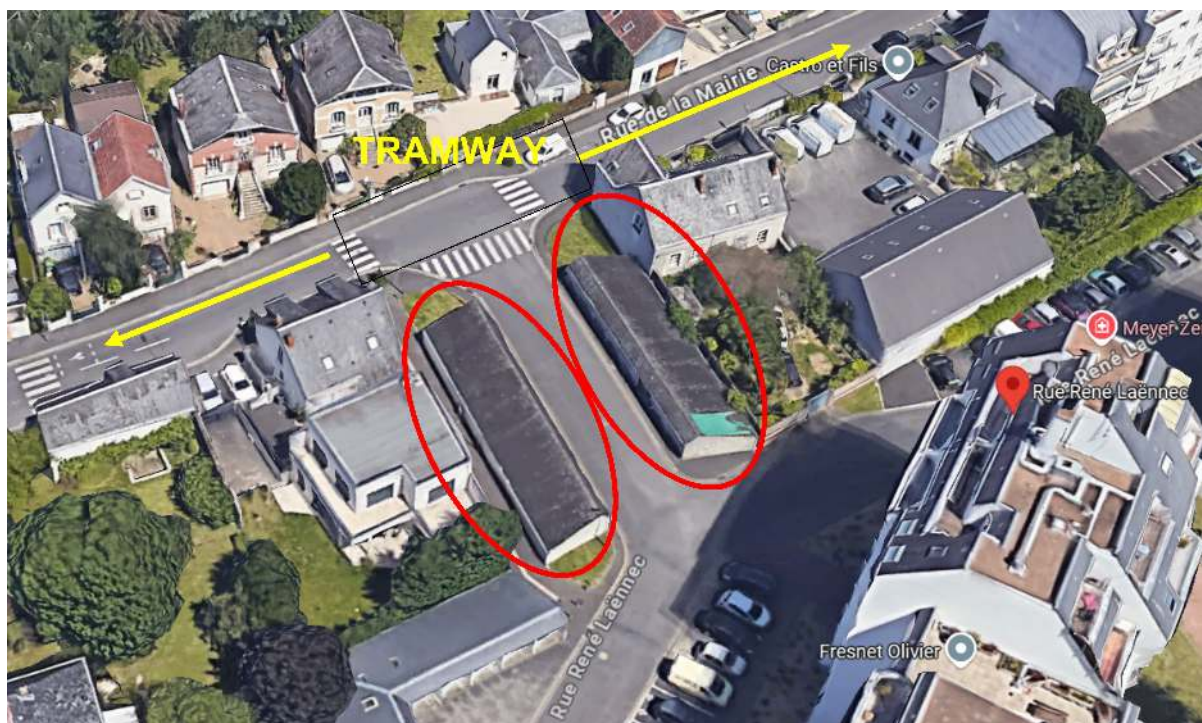
La commission d'enquête

Bernard Ducateau
[signé]
Commissaire-enquêteur
président de la commission

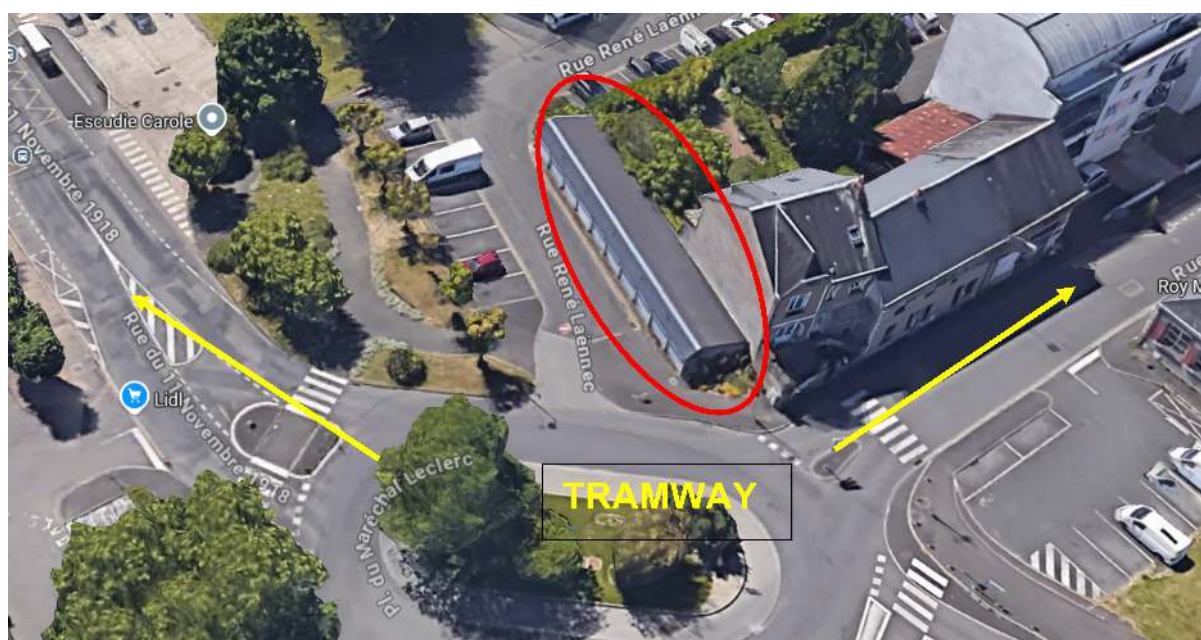
Nicole Tavares
[signé]
commissaire-enquêtrice

Pascal Picard
[signé]
commissaire-enquêteur

4 Annexe



*Expropriations des parcelles AP420 et AP 419 à La Riche non justifiées
pour le strict besoin du projet
(D'après Google Map)*



*Expropriation de la parcelle AP435 à La Riche non justifiée pour le strict besoin du projet
(D'après Google Map)*